Michel PIERRE

ALGÉRIE

Indépendance sourcilleuse et démocratie à la peine

éditions
herodote.net

Chez le même éditeur

Colliat (Julien),
Histoire de la Belgique, deux mille ans de destins croisés

Giraud (Paul)
Victor Hugo – Le créateur, l'homme et le citoyen engagé

Grégor (Isabelle)
Grands Peintres
Tous en selle !

Grégor (Isabelle) et Larané (André)
Les Femmes à travers l'histoire

Larané (André)
Les Causes politiques de la guerre en Ukraine
Le Climat et la Vie, Manifeste pour une écologie globale
Notre Héritage, ce que la France a apporté au monde

Le Traité de Versailles (28 juin 1919, texte intégral)

© Herodote.net
141, rue Raymond-Losserand
75014 Paris

www.herodote.net | herodote@herodote.net

ISBN : 978-2-37184-073-7

Couverture : Abdelfatah Cezayirli / Pexels.

Prologue

Tenter un récit de l'Algérie contemporaine après un peu plus de six décennies d'indépendance n'est pas chose aisée : les uns vont parler de désastre, de dictature militaire, de gérontocratie mafieuse, d'un pays aux mains d'une oligarchie corrompue ; les autres vont valoriser l'espérance de vie des Algériens passée d'une quarantaine d'années à l'indépendance (contre 67 ans en France métropolitaine pour les hommes à la même époque) à 76 ans de nos jours (et proche des 80 ans pour les hommes en France). L'Algérie peut aussi se targuer d'un PIB de bonne tenue, de ressources naturelles considérables, d'un potentiel humain important et d'un rang international certain. Naturellement, le débat ainsi créé s'avère quelque peu stérile alors qu'il faut en permanence suivre des méandres, repérer nuances et contradictions, et tenter de définir quelques axes d'évolution.

Au cours de six décennies, l'Algérie n'a cessé de connaître une vie politique chaotique : à l'exception d'un seul de ses dirigeants (Liamine Zeroual), aucun n'a jamais achevé ce qu'il espérait comme temps de pouvoir. Ahmed Ben Bella a été victime d'un coup d'État (1965) ; Houari Boumédiène

a été terrassé par une maladie alors qu'il était en fonction (1978) ; Chadli Bendjedid a été poussé à se retirer par une coalition de « décideurs », se refusant à voir l'Algérie devenir un État islamique (1992). Puis, l'espérance suscitée par l'arrivée au pouvoir de Mohammed Boudiaf a été réduite à néant par son assassinat après quelques semaines à la tête du pays (29 juin 1992). Pour sa part, Liamine Zeroual, élu en 1994, a renoncé à une seconde mandature en anticipant la date d'élections présidentielles auxquelles il décida de ne pas se représenter (1999). Son successeur, Abdelaziz Bouteflika va avoir un tout autre appétit en alignant quatre mandats avant de devoir renoncer à un cinquième face à l'ampleur du mouvement populaire du Hirak (« mouvement » en français). Un peu par défaut, beaucoup par lassitude, sans enthousiasme ni élan populaire vient ensuite l'élection d'Abdelmajid Tebboune, réélu pour un second mandat en septembre 2024.

Ces soubresauts politiques, épouvantablement marqués par la décennie noire des années 1990 et son bilan d'au moins 100 000 morts, continuent de hanter les mémoires. Pourtant, vaille que vaille, le peuple algérien a tenu et le pays a connu un développement réel basé sur le pactole des hydrocarbures, bien qu'entravé par une bureaucratie tatillonne, une corruption ordinaire et un népotisme de tradition. Plus simple à mener, la politique internationale de l'Algérie a été celle d'une nation souveraine, attachée à son indépendance, au non-alignement et à un triple ancrage – arabe, islamique et africain – qui connaît aujourd'hui quelques déboires.

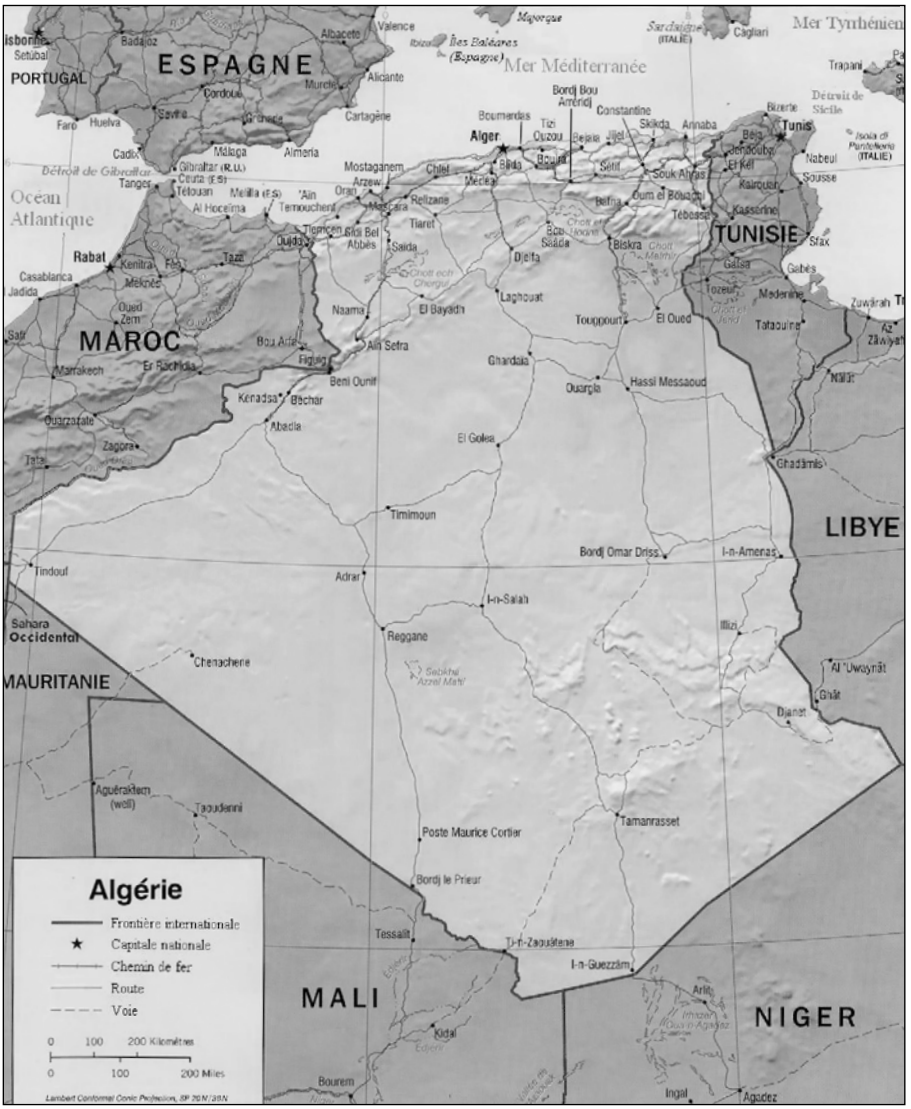
Dans ce contexte, les relations avec l'ancienne puissance coloniale ont été un enjeu permanent. Au début du XXIe siècle, l'Algérie est passée d'une volonté de coopération plus ou moins équilibrée avec la France à des exigences de repentance envers elle, bien absentes des discours des débuts de l'indépendance. De même, les relations avec le Maroc voisin n'ont cessé de se dégrader au mépris des intérêts tangibles des deux pays et de leurs peuples.

Tout aussi gravement et pour diverses raisons, dont certaines de très longue durée, l'Algérie s'est peu à peu ankylosée dans un conservatisme de mœurs et d'attitudes basé sur une bigoterie islamique de rites et de rituels. Le pays qui avait accueilli le festival panafricain de 1969 – une éblouissante manifestation de créations multiples –, qui possédait l'une des cinémathèques les plus actives du monde, qui remportait une Palme d'or à Cannes en 1975 et se faisait connaître internationalement par ses peintres et ses écrivains semble aujourd'hui en asthénie culturelle. Et l'on sait en ce domaine ce qu'il faut d'énergie, d'imagination, d'enthousiasme et de liberté pour que vivent des maisons d'édition, s'ouvrent des salles de cinéma, des galeries et des musées d'art et que soit préservé le patrimoine, tant naturel que matériel et immatériel.

Tout cela est aussi en lien avec une économie qui peine à se moderniser, une rente pétrolière qui ne peut suppléer à tout, les difficultés de survie quotidienne pour les classes les plus paupérisées et la triste conjonction toujours en place de la corruption, du népotisme et de la bureaucratie.

Que s'est-il donc passé pour qu'aux différents moments d'enthousiasme et d'espérance (lendemains de l'indépendance, certains aspects de la gouvernance de Houari Boumédiène, mouvement du Hirak) succèdent les temps gris d'une forme de lassitude quelque peu malheureuse ?

Carte de l'Algérie



Ahmed Ben Bella (1916–2012),
premier président de l'Algérie.

Les années Ben Bella (1962-1965)

Devenue indépendante après une lutte tragique de plus de sept ans de libération nationale, l'Algérie n'a jamais quitté sa place importante au sein des débats strictement français avec d'autant plus de vigueur que, par effet mémoriel tout autant que charnel, plus de douze millions de Français conservent un lien particulier avec cette outre-mer si passionnément discutée.

Du cessez-le-feu à l'indépendance (mars-juillet 1962)

Entre la signature des accords d'Évian le 18 mars 1962 et la proclamation de l'indépendance le 5 juillet suivant, un « Exécutif provisoire » est mis en place pour une période de plus de trois mois afin d'organiser la nécessaire translation des pouvoirs entre l'ancienne puissance coloniale et le nouvel État. Pour Ahmed Francis, président de cette entité en accord avec le Front de libération nationale (FLN) et les autorités françaises, les obstacles sont de tous ordres : ceux causés chaque jour par les militants de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) qui adoptent une stratégie du chaos, et ceux qui résultent des luttes internes entre les diverses

instances des artisans de l'indépendance. Le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) ne fait pas l'unanimité et les dirigeants de l'Armée de libération nationale (ALN) depuis la Tunisie et le Maroc lui sont majoritairement hostiles.

Décimés par le plan militaire du général Challe mené de février 1959 à avril 1961, les combattants de l'intérieur sont à peine de 10 000 à 15 000 dans les maquis et ne représentent pas une force capable de compter dans les échéances à venir. Le FLN est lui-même déchiré entre divers courants, ne serait-ce qu'à l'intérieur de sa puissante fédération de France.

Les grandes idéologies du milieu du XXe siècle se retrouvent dans les débats entre dirigeants du futur État algérien : du marxisme en ses diverses obédiences à l'islamisme tout aussi hétéroclite, du socialisme autogestionnaire au nationalisme arabe, du ba'thisme au panarabisme. Selon sa personnalité, son origine ou sa formation, chacun fait référence à Tito ou Nasser, au Coran, à l'URSS ou à l'esprit de Bandoeng en de subtils dosages ; certains prônent le maintien d'une coopération avec l'Occident en général et, plus particulièrement, avec la France… alors que d'autres la récusent vigoureusement par volonté de rompre tout lien avec le monde capitaliste nécessaire néocolonial. Plusieurs orientations vont finir par prédominer : l'alternative révolutionnaire, la lutte anti-impérialiste et surtout l'attachement au monde « arabo-musulman » comme matrice ontologique. Dès lors, nombre d'acteurs – et non

Ahmed Ben Bella et Houari Boumédiène.

Génération Boumédiène (1965-1978)

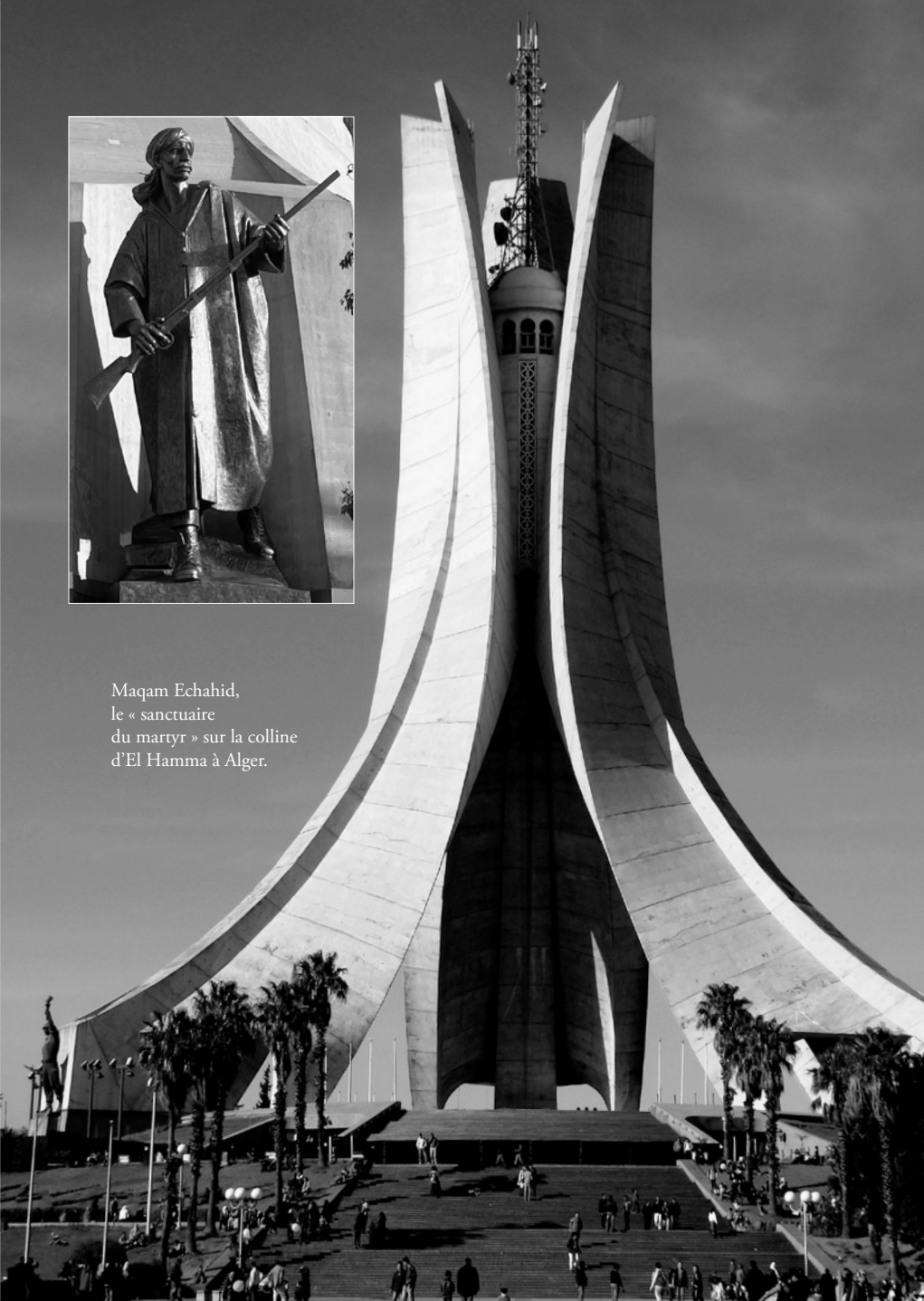
Présidé par Houari Boumédiène, le « Conseil de la Révolution » issu du coup d'État donne naissance à un nouveau gouvernement avec des hommes qui lui sont proches, d'autres maintenus à leur poste et de nouvelles personnalités, tel le ministre de l'Éducation Ahmed Taleb-Ibrahimi, fils de l'un des fondateurs de l'Association des oulémas musulmans algériens créée en 1931 par le cheikh constantinois Abdulhamid Ben Badis. Ce mouvement rassemblait des docteurs de la loi musulmane, juristes et théologiens hostiles au colonialisme français autour du mot d'ordre : « L'islam est ma religion, l'arabe est ma langue et l'Algérie est ma patrie »). Une nomination censée rassurer les partisans d'une arabisation rapide de l'enseignement algérien et d'une fidélité à l'héritage arabo-musulman du pays…

Taciturne, tenace et intransigeant

À 33 ans, le nouveau dirigeant de l'Algérie est jeune, à l'image de son pays : Mohamed Boukherouba (son nom de famille) est né dans un village près de Guelma et a suivi l'école primaire française et l'école coranique. Adolescent lors de la répression des émeutes de mai-juin 1945, il en reste marqué,

devient un militant nationaliste adepte de la lutte armée avec d'autant plus de conviction que ses proches ancêtres avaient participé à l'insurrection des Mokrani en 1871. Étudiant en littérature de langue arabe à Constantine, il milite au Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), puis poursuit ses études à l'université Zitouna de Tunis, ainsi qu'à l'université al-Azhar au Caire en 1951. À Alexandrie, puis dans un camp de formation près du Caire, il reçoit une instruction militaire destinée aux nationalistes algériens par volonté de Nasser, chantre du panarabisme après sa prise de pouvoir en juillet 1952. Après le déclenchement de la lutte de libération en novembre 1954, Mohamed Boukherouba participe à des actions d'approvisionnement en armes des maquis, puis devient, en 1957, chef de la wilaya V (Oranie). Il prend comme nom de guerre celui de Houari Boumédiène, en mémoire d'un savant et mystique soufi de Tlemcen au cours du XIIe siècle. Chef de l'État-major général de l'ALN de 1959 à 1962, il accède à la tête de l'État algérien trois ans plus tard.

L'homme qui paraît taciturne est un militant tenace et un nationaliste intransigeant. Originaire de la paysannerie pauvre, il croit à des idéaux socialistes et se méfie de la bourgeoisie urbaine. Partisan de l'action concrète, il récuse toute démagogie. Paul Balta, journaliste au *Monde*, le définit comme « discret mais efficace, timide mais fier, réservé mais volontaire, humain mais autoritaire, prudent dans l'audace ». Par contre, la presse française de droite le décrit comme un « musulman fanatique et sanguinaire »,



Maqam Echahid,
le « sanctuaire
du martyr » sur la colline
d'El Hamma à Alger.

La fin des illusions (1978-1988)

La maladie et la mort brutale du président Boumédiène n'ont pas permis à ce dernier de se préoccuper de sa succession. Dès l'annonce de son décès, deux personnalités politiques apparaissent en première ligne et s'estiment en capacité de poursuivre l'œuvre entamée par le disparu. Abdelaziz Bouteflika, inamovible ministre des Affaires étrangères depuis 1963, proche de Boumédiène depuis la guerre de libération et désigné pour son oraison funèbre au cimetière d'El Alia, possède de nombreux atouts. Il a pour potentiel adversaire, Mohamed Salah Yahiaoui, également membre du « clan d'Oujda » au lendemain de l'indépendance. Ancien instituteur, il avait rejoint le maquis en 1956 avant de devenir membre de l'EMG, dirigé par Boumédiène. Colonel de l'ANP, il est ancien directeur de l'Académie militaire de Cherchell, ancien membre du Conseil de la révolution et surtout secrétaire général du FLN.

Un nouveau président

Pour les décideurs militaires, aucun des deux candidats potentiels ne semble s'imposer : Yahiaoui souhaite demeurer fidèle aux idéaux révolutionnaires portés

depuis l'indépendance alors que Bouteflika apparaît favorable à un rapprochement avec l'Occident et peu enclin à poursuivre dans la voie d'un socialisme étatique, alors que des réformes économiques apparaissent nécessaires. Mais ce qui fait hésiter sur sa désignation comme successeur de l'austère Boumédiène est sa réputation de « noceur-diplomate », dont les frasques sont bien connues non seulement des services algériens, mais aussi des chancelleries des grandes puissances. On lui reproche aussi sa suffisance, sa méconnaissance des problèmes intérieurs du pays et quelque peu de légèreté dans la gestion du budget du ministère dont il a la charge depuis plus de quinze ans. En fin de compte et comme une solution d'attente, ces deux hommes sont écartés au profit d'un troisième : le colonel Chadli Bendjedid, commandant de la région militaire d'Oran. Lors de la maladie de Boumédiène qui ne pouvait exercer ses fonctions de ministre de la Défense, il avait assumé cette tâche en tant que « coordinateur » des affaires militaires sans susciter de crispations au sein de ses pairs.

Lors du quatrième congrès du FLN qui se tient du 27 au 31 janvier 1979 en présence de 3 290 délégués, Chadli Bendjedid est élu secrétaire général du parti. Devenant candidat unique à la magistrature suprême, il est élu président de la République par 94,23 % des votants avec un taux de participation de 94,94 % du corps électoral… Pour ceux qui l'ont installé au pouvoir, il apparaît comme le candidat d'un seul mandat apte à ne pas insulter l'avenir et à se préparer à une option moins improvisée que celle provoquée

Le 29 juin 1992, lors d'une conférence à Annaba, le président Mohamed Boudiaf est surpris en plein discours par des bruits insolites : il est assassiné quelques instants plus tard d'une rafale de mitraillette dans le dos, sous les yeux des téléspectateurs.

En mai 1996, l'enlèvement et l'assassinat de sept moines de l'abbaye Notre-Dame de l'Atlas à Tibhirine, près de Médéa suscite une émotion internationale.

La tragédie nationale (1988-1998)

Présentes pendant la guerre d'indépendance, les convictions religieuses, liées à l'islam et garantes des rites ou des croyances séculaires, bien qu'opposées à celles du colonisateur, prennent une nouvelle vigueur lors de l'indépendance. Les partisans d'un lien total entre le gouvernement de l'État et les préceptes du Coran gagnent peu à peu en influence face à ce qu'ils considèrent comme un pouvoir impie qui accumule échecs et compromissions avec un Occident aux valeurs potentiellement destructrices de la communauté des croyants.

Naissance et affirmation du Front islamique du salut (FIS)

Le 18 février 1989, plusieurs dirigeants islamiques réunis à la mosquée Es-Suna de Bab El Oued créent le Front islamique du salut (FIS), un parti qui se réclame tout à la fois de la lutte de libération et des acquis de novembre 1954, d'une régénération morale, d'une vie sociale conforme à la charia (« loi islamique ») et d'un objectif : l'instauration d'un État véritablement islamique. Par l'utilisation du terme « front », le nouveau parti souhaite se rattacher

à la mémoire du FLN et rassembler les divers courants qui se réclament du Coran et de la sunna. Quelques mois plus tard, le 6 septembre, le FIS obtient l'agrément du ministère de l'Intérieur non sans débat, car le nouveau parti contrevient à l'article 5 de la loi sur les associations qui interdit à celles à caractère politique « de fonder leur action sur un critère religieux, un critère linguistique, un critère racial, sur une ethnie ou sur une profession particulière ».

Après quelques hésitations, le pouvoir préfère intégrer le parti islamiste dans le jeu démocratique plutôt que de le voir prospérer hors les institutions. De plus, il est impossible de dénier à l'un de ses fondateurs, Abassi Madani, professeur de sociologie à l'université d'Alger, son engagement dans la lutte de libération puisqu'il en fut l'un des premiers militants. Signe de l'audience populaire du nouveau parti et de ses dirigeants, les supporters en scandent les louanges dans les stades. Ainsi, lors des matchs de la Coupe d'Afrique des nations remportée en 1990 par l'équipe d'Algérie, par ailleurs pays hôte, l'on entend scander « Chadli assassin, l'armée et le peuple sont avec toi, Abassi ! ».

Fixées à juin 1990, les élections locales pour renouveler les membres des assemblées populaires communales (APC, *i. e.* conseils municipaux) et des assemblées populaires de wilaya (APW, *i. e.* conseils généraux) sont un triomphe pour le FIS qui a su mener une campagne efficace. Avec une abstention proche de 35 %, il obtient 54,25 % des suffrages exprimés, soit près de 4 300 000 voix. Le FLN atteint 28,15 % et les autres listes se partagent un peu plus de 17 %

Notre serment pour l'Algérie
ABDELAZIZ BOUTEFLIKA
Notre serment pour l'Algérie
ABDELAZIZ BOUTEFLIKA
Notre serment pour l'Algérie
Notre serment pour l'Algérie

Abdelaziz Bouteflika : vingt ans de pouvoir

Abdelaziz Bouteflika, qui avait espéré prendre le pouvoir à la mort de Boumédiène fin 1978, l'avait décliné en 1994 lorsque la proposition lui en avait été faite par le HCE. De nouveau sollicité après la démission de Liamine Zeroual et assuré du soutien de la hiérarchie militaire ainsi que d'un FLN encore puissant, il se déclare candidat à l'élection présidentielle prévue le 15 avril 1999.

Un nouveau président

Avant de quitter ses fonctions, Liamine Zeroual assure que l'élection présidentielle à venir sera « libre, transparente et crédible », mais il refuse la présence d'observateurs internationaux lors du scrutin. Elle est en tout cas pluraliste avec sept candidats en lice, dont quatre sont particulièrement connus des Algériens. Bouteflika qui apparaît comme le candidat des « décideurs » bénéficie d'un traitement de faveur à la télévision et dans les médias publics. Aït Ahmed, figure historique entre toutes a surtout une audience forte en Kabylie et à Alger. Ahmed Taleb-Ibrahimi, ancien ministre et conseiller de Boumédiène, représente un courant tout à la fois islamique et national.

Mouloud Hamrouche, ancien Premier ministre, exclu du FLN se présente comme un candidat réformateur attaché au rétablissement des libertés individuelles. Trois autres candidats sont de moindre renom.

Le 14 avril, veille du scrutin pour l'ensemble du pays, les six candidats opposés à Bouteflika retirent leurs candidatures en une démarche commune. Dans une déclaration, ils dénoncent les irrégularités déjà en cours au profit de Bouteflika : fraudes massives dans les bureaux itinérants dans le sud du pays et dans les bureaux spéciaux pour les forces de l'ordre où les opérations de vote ont déjà commencé, fausses listes électorales, arrestations de sympathisants… Ces six candidats précisent « la non-reconnaissance de la légitimité des résultats » et rappellent leurs représentants « dans les bureaux et centres de vote et dans les commissions de surveillance à tous les niveaux ». Devenu candidat unique, Bouteflika est élu dès le premier tour avec près de 74 % des suffrages, soit près de 7 millions et demi de voix (Ahmed Taleb Ibrahimi obtient 12,5 % des voix et Aït Ahmed, 3,2 %). L'abstention frôle 40 % des inscrits.

Dans un premier temps, après avoir ironisé sur ses adversaires qui ont refusé le combat, le nouveau président adopte un ton réformateur et s'engage à « faire la lessive au sein de l'État », à dynamiser l'économie, et surtout à suivre une politique de réconciliation avec la mouvance islamiste agissant hors la loi. Deux mois après son élection, il présente le projet d'une loi dite « de concorde civile » qui fixe le principe d'une amnistie pour ceux qui déposent les armes, mais exclut

Djamaâ El-Djazaïr,
la « grande mosquée »
d'Alger.

Chroniques du temps présent

Né le 17 novembre 1945 à Méchéria, à l'extrême ouest du pays dans la wilaya de Naâma, Abdelmadjid Tebboune est le premier président algérien à n'avoir exercé aucune responsabilité ni aucun engagement notable dans la lutte de libération nationale. Par contre, son père Ahmed, nationaliste connu et proche de l'association des Oulémas, avait eu maille à partie avec les autorités coloniales. Après de brillantes études secondaires, le jeune homme est diplômé de l'ENA algérienne en 1969 (spécialité économie et finances) et entame une carrière dans la haute administration. Il est ainsi secrétaire général de plusieurs wilayas, puis successivement wali d'Adrar, Tiaret et Tizi Ouzou. Sous les présidences de Bouteflika, il est nommé ministre des Collectivités locales (2000-2001) puis ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme (2001-2002), poste qu'il réoccupe en 2012-2013 et dont il a plusieurs fois vanté le bilan. Il devient même premier ministre pour un court mandat de deux mois et trois semaines du 25 mai au 15 août 2017, mais comme son engagement dans la lutte contre la corruption avait suscité la méfiance du clan présidentiel, il est démis de ses fonctions.

Son expérience, sa connaissance exceptionnelle du pays, son profil qui ne le rattache pas directement à un clan plutôt

qu'un autre en ont fait un candidat consensuel après le mouvement du Hirak : on le dit homme de dialogue et il apparaît comme un dirigeant susceptible d'avoir la caution des principaux partenaires de l'Algérie. Peu charismatique, il ne suscite pas l'enthousiasme des foules, mais son parcours rassure une partie de l'électorat, lassée d'une situation bloquée par l'impossibilité du Hirak à s'incarner dans une personnalité de rassemblement. Il est autant adoubé par les hauts gradés que par les cercles dirigeants qui ont eu à pâtir de Bouteflika et des siens. Avec près de 60 % d'abstentions, il est élu par 58,13 % des suffrages face à quatre autres candidats. Après la démission du président Bouteflika et un intérim assuré par Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la nation, d'avril à décembre 2019, l'Algérie retrouve un président par le jeu normal de ses institutions.

Règlements de comptes

Une fois élu, Abdelmadjid Tebboune s'engage à reprendre nombre de mots d'ordre du Hirak et à effacer l'influence du clan Bouteflika, baptisé la *issaba* (la « bande » aux contours mafieux) et faite, selon ses détracteurs, d'oligarques et de hauts responsables totalement corrompus. Le nouveau président désigne comme Premier ministre, Abdelaziz Djerad, un universitaire haut-fonctionnaire attaché à mettre en œuvre des changements conformes à certaines revendications du Hirak, à préparer une réforme

Conclusion

Comme prévu, le président Abdelmadjid Tebboune a été élu pour un second mandat le 7 septembre 2024 : après avoir été annoncé avec un score de plus de 95 % des suffrages exprimés, ce dernier a finalement été ramené à 84,3 % par la Cour constitutionnelle, ce qui le rend plus acceptable, ne serait-ce que pour l'image du pays. Le taux de participation a officiellement été arrêté à 46,10 % avec 11,22 millions de votants sur un total de 24,31 millions d'inscrits : nul ne sait comment ce chiffre a été obtenu, car le taux de participation qui avait été estimé à 23,12 % au lendemain du scrutin se trouve ainsi doublé… Après son serment du 17 septembre, Abdelmadjid Tebboune entame son nouveau mandat avec, en arrière-plan, la désastreuse impression d'une élection qui laisse place à de multiples polémiques et interrogations sur l'exactitude des chiffres.

Des résultats qui résonnent de manière paradoxale avec le slogan de campagne du président élu qui incitait à une « Algérie nouvelle » qui devrait matérialiser, selon les promesses de la campagne électorale, le doublement

Sommaire

Prologue **7**

Les années Ben Bella (1962-1965) **15**
› Du cessez-le-feu à l'indépendance (mars-juillet 1962) 17
› Lendemains de guerre 19
› « Une meute de loups » 21
› Ben Bella au pouvoir 23
› Par le peuple et pour le peuple 25
› Être Algérien 27
› Une nouvelle relation avec la France 31
› Désenchantement 34

Génération Boumédiène (1965-1978) **41**
› Taciturne, tenace et intransigeant 43
› Déboires et déceptions 48
› Des textes fondateurs 50
› Une aura internationale 53
› Marche verte et colère noire 60
› Une mort inattendue 63

La fin des illusions (1978-1988) **67**
› Un nouveau président 69
› Printemps berbère 74
› Un nouveau lien avec la France ? 76
› Le Code de la famille 78

› Islamisation et islamisme 81
› Des espoirs à la crise 84
› Le monde en images 86
› L'automne des émeutes 87

La tragédie nationale (1988-1998) 93
› Naissance et affirmation du Front islamique du salut (FIS) 95
› Vers un État islamique ? 100
› Une situation chaotique 103
› Le cortège des morts 108
› La résistance d'un peuple 112
› Vers des temps nouveaux ? 114

Abdelaziz Bouteflika : vingt ans de pouvoir 117
› Un nouveau président 119
› Une éclaircie économique 122
› Le temps des retrouvailles 123
› Tensions et fractures 126
› Une présidence à vie 132
› Du « zaïm » à la momie 136
› Le Hirak 138

Chroniques du temps présent 143
› Règlements de comptes 146
› Retour et recours aux urnes 149
› Une ambition internationale 153
› Une économie dépendante 156
› Constats et défis 158
› Bigoterie islamique 161
› L'ennemi nécessaire 164
› Toujours les mêmes défis 166

Conclusion 171

Algérie

Indépendance sourcilleuse et démocratie à la peine

Michel PIERRE

L'Algérie est une passion française forgée par plusieurs siècles d'histoire, marquée par une présence coloniale de 132 ans et une guerre d'indépendance de sept ans. De ce fait, en France, près de douze millions de personnes entretiennent un lien charnel ou mémoriel avec ce pays. Aucun autre ne suscite dans l'Hexagone autant d'avis péremptoires, de jugements tranchés, de manque de nuances au service d'opinions définitives.

Cet ouvrage nous invite à sortir de ces préjugés. Sous la forme d'un récit à rebondissements, il raconte l'histoire palpitante et tourmentée de cette toute jeune nation, entre espoirs et déceptions, tragédies, croissance et stagnation, dans une relation ni simple ni sereine avec l'ancienne puissance coloniale.

Michel PIERRE a été attaché culturel (1988-1992), puis conseiller culturel et de coopération (2001-2005) à l'ambassade de France à Alger. Agrégé d'histoire et spécialiste du passé colonial, il est l'auteur de *Le Temps des bagnes* (Tallandier), *Sahara, le grand récit* (Belin) et d'une *Histoire de l'Algérie des origines à nos jours* (Tallandier).

herodote.net

9 782371 840737

14 €
ISBN : 978-2-37184-073-7